

# Élections des Ordres médicaux : désordre au sommet

Tel un mauvais scénario, les élections de renouvellement des Ordres médicaux nationaux se suivent et se ressemblent dans une espèce de fuite en avant que nous avons déjà dénoncée auparavant, mais aggravées en 2012 par un défi inouï au bon sens le plus communément partagé et qui, bien qu'apparemment incompréhensible, n'en est pas moins dénué de motivations invouées.

Les Ordres médicaux, des médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens sont regroupés dans un Conseil national de déontologie médicale (CNDM) dont le règlement intérieur, édicté en mars 2008, réglemente, entre autres, les élections de renouvellement de moitié tous les deux ans. Il stipule expressément dans ses articles 20 et 46 que «lors des élections de renouvellement, le conseil du CNDM édicte le règlement électoral et désigne les membres de deux commissions nationales distinctes, d'organisation et de recours, et que les membres de la commission de recours ne peuvent être membres de la commission d'organisation».

En prévision des élections de renouvellement des conseils nationaux prévues le 20 décembre 2012, le conseil du CNDM édicte la décision n°1 du 28 juin 2012 portant règlement électoral. Bien que le règlement intérieur du CNDM soit cité dans les visas, le règlement électoral est en violation flagrante et apparemment incompréhensible des dispositions des articles 20 et 46 du règlement intérieur du CNDM ; il ne prévoit qu'une seule commission d'organisation et de recours au lieu de deux distinctes.

Nous avons, au titre du Conseil régional de l'Ordre des médecins de Blida, saisi le président du CNDM sur ces infractions par lettre du 30 juillet et recours du 12 août 2012 lui demandant de mettre le règlement électoral en conformité avec le règlement intérieur du CNDM. Réuni à cet effet le 23 août 2012, le Conseil du CNDM, plutôt que de mettre le règlement électoral en conformité avec un texte qui lui est hiérarchiquement supérieur, décide l'inver-

se en édictant un nouveau règlement intérieur du CNDM et une nouvelle décision n°2 portant règlement électoral ne prévoyant dans les deux textes qu'une seule commission d'organisation et de recours, croyant par ce tour de passe-passe mettre les textes en conformité les uns par rapport aux autres et clore ainsi le débat. Le comportement apparemment incompréhensible le devient beaucoup moins ; il traduit en fait une volonté préméditée et délibérée dès le départ de tordre le cou à des principes sacro-saints élémentaires et universels tels que la séparation des pouvoirs et l'impossibilité d'être à la fois juge et partie. «Laâb Hmida wa rechem Hmida», dit le dicton, fi kahouat Hmida serions-nous tenté de compléter.

L'existence d'une seule et même commission d'organisation et de recours est en soi une anomalie, elle vide de son sens le principe même du recours car voué quasi-automatiquement à un rejet. Cette violation d'un principe fondamental et universel du droit est inacceptable. Elle constitue une menace sur la régularité du prochain scrutin et tous ceux organisés à l'avenir sous l'égide de ce règlement intérieur du CNDM. Comme le crime parfait n'existe pas et que le ridicule ne tue point, les éminents rédacteurs commettent, dans la précipitation et le bricolage, le luxe de mettre la charrue devant les bœufs en édictant le 23 août 2012 un règlement électoral censé organiser des élections à venir mais dont le processus électoral avait en fait déjà commencé bien avant, soit dès le 6 août 2012.

Voilà donc un processus électoral engagé sous l'égide d'un règlement électoral et qui se terminera sous l'égide d'un autre qui va s'appliquer de façon rétroactive à un calendrier électoral qui lui est antérieur. Dans le nouvel ordre établi, le nouveau-né précède son géniteur ! En matière de tripatouillage des textes, il sera difficile de faire mieux. Bien que souverain dans ses décisions, cette souveraineté ne peut autoriser le Conseil national de déonto-

logie médicale à commettre de telles inepties.

Ce comportement du CNDM nous rappelle le précédent des élections de 2009 où les deux commissions d'organisation et de recours, bien que distinctes, ont été présidées par le président du Conseil national de l'Ordre des médecins, en violation reconnue, assumée et en toute connaissance des dispositions du règlement intérieur du CNDM. Cette situation nous a valu d'introduire un recours mais qui naturellement a connu un rejet, car introduit auprès du président de la commission d'organisation responsable de l'infraction, puis une action devant le Conseil d'Etat.

Faisant le pari de ne plus prendre ce risque et partant de l'idée que plus c'est gros mieux ça passe, le CNDM en 2012 fait mieux qu'en 2009, il fusionne les deux commissions, d'organisation et de recours, et supprime le risque d'être épinglé sur d'éventuelles irrégularités et/ou manipulations qui pourraient survenir lors du prochain scrutin. Il prive de la sorte tout médecin d'exercer effectivement un droit élémentaire de contester, à tort ou à raison, les élections. Toute décision de cette commission de recours sera entachée d'une très lourde suspicion.

Au-delà des faits objectifs, réels et graves, il y a lieu de s'interroger sur les raisons d'un tel entêtement inédit et préjudiciable à la crédibilité des élections d'une institution qui incarne la Morale et l'Ethique médicales. Sans me prononcer sur les Ordres des pharmaciens et des chirurgiens-dentistes, pour ce qui est de l'Ordre national des médecins, deux bonnes raisons semblent prévaloir. D'une part, il serait naïf de croire que ce comportement soit désintéressé ou le produit d'une méconnaissance des textes. D'autre part, un sentiment d'impunité, d'être à l'abri et au-dessus de tout contrôle et de toute poursuite, quoi qu'il arrive, semble avoir gagné l'Ordre national des médecins.

L'actuel Conseil national de l'Ordre des médecins et tout parti-

culièrement son Bureau, est reconduit régulièrement tous les deux ans depuis 2006 et très probablement en décembre 2012, 2014, 2016, 2018, 2020, voire au-delà. C'est à croire qu'il a une sacrée baraka et la bénédiction des cieux, sauf qu'en 2009, nous avons mis le doigt sur le modus operandi qui explique cette longévité. L'élection du conseil national se fait à 85-90% par les votes par correspondance des électeurs de l'intérieur du pays.

Ayant constaté des votes par correspondance non conformes au règlement électoral introduisant un doute sur l'authenticité de leur origine, nous avons introduit un recours aux fins d'annulation des élections de 2009 auprès du président de la commission d'organisation/président de la commission, recours évidemment rejeté.

Sur notre requête, la Présidente du tribunal de Bir Mourad Raïs, par voie d'ordonnance en date du 1<sup>er</sup> mars 2009, ordonne à un huissier de justice de se déplacer au siège du Conseil national afin de vérifier la conformité des votes par correspondance. A l'huissier de justice qui s'est déplacé le mercredi 4 mars 2009, le président du conseil national affirme que les enveloppes sont en possession de l'huissier qui a supervisé les élections, lequel affirme dans son procès-verbal les avoir laissées au siège du Conseil national et lui demande de repasser samedi 7 mars 2009 à 12h30.

Le jour et à l'heure convenus, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins informe l'huissier que les enveloppes n'existent plus alors que 72 heures auparavant ces enveloppes n'ont pas été déclarées inexistantes. Nous avons, pour ce qui nous concerne, les éléments qui nous permettaient d'apprécier la régularité du scrutin et la légitimité du Conseil national dans sa globalité. Nous avons alors introduit une action devant le Conseil d'Etat aux fins d'annulation de ces élections.

Depuis l'élection de l'actuel président du Conseil national de l'Ordre des médecins en 2006, ce

Par le Dr Terkmane Yacine \*

dernier fonctionne en dehors des dispositions réglementaires. Aucune assemblée générale, organe suprême et souverain, n'a été tenue à ce jour en violation des dispositions de l'article 193 du décret 92/276 du 6 juillet 1992 portant code de déontologie médicale et de l'article 6 du règlement intérieur de l'Ordre national des médecins, imposant la tenue d'une assemblée générale ordinaire par an.

Aucun rapport moral ni bilan financier n'ont été présentés sous des prétextes fallacieux. La véritable raison est la volonté du président de soustraire sa gestion, notamment financière, à tout contrôle par l'assemblée générale et qui, par la force des choses, devient suspecte. Ceci nous donne un éclairage sur l'obstination de l'actuelle direction de se maintenir là où elle est. Il serait trop long de s'étaler sur les détails. Cette situation ne peut perdurer.

Bien qu'ils soient souverains, indépendants des pouvoirs publics dans leur composition, leur financement et leur fonctionnement, les Ordres médicaux n'en sont pas moins créés par la loi 85/05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé modifiée et complétée, et de ce fait soumis au contrôle des pouvoirs publics, notamment le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Nous sollicitons le ministre de la Santé, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés en matière de contrôle de l'exécution des lois et règlement, de bien vouloir mettre fin à ces dysfonctionnements et de faire procéder à une refonte des textes législatifs et réglementaires, prévoyant notamment la présence de représentants de l'administration centrale du ministère de la Santé et de magistrats, afin de prévenir les dérives et les perversions que connaissent les Ordres médicaux depuis 2006.

\* Président du Conseil régional de l'Ordre des médecins de Blida



## Communiqué de Presse Djezzy

Alger, 02 décembre 2012

### Formation sur le thème «Le Business plan» à l'université de Tlemcen

Dans le cadre du partenariat avec les universités Algériennes, le leader de la téléphonie mobile en Algérie a organisé, fin novembre 2012 au profit des étudiants en fin de cycle de l'Université Abou-Bekr-Belkaid de Tlemcen, une formation portant sur le thème «Le Business Plan».

Cette formation qui a été dispensée par un professeur de renommée internationale, a permis aux bénéficiaires d'apprendre toutes les techniques pour la construction d'un business plan et de pouvoir vendre leurs projets. Les étudiants ont été ravis par cette formation qui leur permet de conforter leurs connaissances théoriques. Certains d'entre eux ont montré un réel intérêt pour les techniques de management du premier opérateur algérien.

Ces partenariats constituent une pierre angulaire de proximité entre les étudiants, les universités et Djezzy.

### La Direction Presse

Contact presse : [nouredine.hakem@otalgerie.com](mailto:nouredine.hakem@otalgerie.com)  
[karima.hamrioui@otalgerie.com](mailto:karima.hamrioui@otalgerie.com)

### Office Public Notarial

de Maître KHALED BEN CHAA

RUE DE LA RÉPUBLIQUE GHAZAOUET, code 00004486

### RECTIFICATIF ANNONCE CONSTITUTION EURL \*GHORZI SALIHA\*

L'annonce déposée à l'annexe locale du Centre national du registre du commerce de la wilaya de Tlemcen en date du 22/11/2012 relative à la constitution de la société unipersonnelle et à responsabilité limitée dénommée \*EURL GHORZI SALIHA\* est rectifiée comme suit :

Aux termes d'un acte reçu en l'étude en date du 22/11/2012, qui sera régulièrement enregistré, il a été constitué la société unipersonnelle à responsabilité limitée dénommée «GHORZI Saliha» par M<sup>me</sup> GHORZI Saliha née à Tlemcen le 28/09/1958, demeurant n°02, Alili-Mohamed, Tlemcen. Objet social : laiterie et dérivés, siège social : N°108,107 la zone industrielle Aïn Temouchent, Capital social : 100.000,00 DA. Gérant M. Ouhiani Abdelkader, né à Tlemcen le 09/03/1949 est désigné gérant de société pour une durée indéterminée.

Deux expéditions des statuts seront déposées au Centre national du registre du commerce wilaya de Aïn Temouchent.

Pour avis, le notaire

F01/012/B14

## PENSÉE

### A LA MÉMOIRE DE NOTRE PÈRE BELBACHE SALIM

Six longues années se sont écoulées mais la douleur est toujours présente.

Un 3 décembre 2006, tu nous as quittés, laissant un vide irremplaçable. Tu étais le pilier principal de la famille, l'homme modeste et généreux, affectueux, plein d'amour, disponible, aux valeurs morales élevées et profondément humain.

Ton image restera à jamais gravée dans nos mémoires.

Nous, tes enfants Rachid, Karima, Mehdi et Rédha demandons à tous ceux qui t'ont connu, apprécié et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.

Repose en paix, très cher papa, nous ne t'oublierons jamais ! jamais ! jamais !

Que Dieu le Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis.

